

**Article pour le numéro 3 de *On The Brink*, la revue du WIN (Workers International Network), à paraître en septembre 2019.**

Où va la France ? Sans aucun doute, vers des affrontements sociaux et politiques graves. Dire cela n'est ni optimiste, ni pessimiste, mais réaliste. L'issue de ces affrontements, elle, dépendra au final du niveau d'organisation politique des exploités et des opprimés.

Avec le Royaume-Uni mais suite à un développement historique différent, la France est aujourd'hui le pays d'Europe occidentale dont la situation de crise attire l'attention des commentateurs du monde entier.

Pourtant, voici deux ans, l'élection d'Emmanuel Macron à la présidentielle était saluée comme un vrai changement, mettant au pouvoir un homme neuf et des forces neuves pour mener tambour battant un vieux programme : la «libéralisation» totale de l'économie par la destruction des conquêtes sociales, pour que la France «rattrape son retard» - le retard pris sur Margaret Thatcher et G. Schröder. Macron avait le plein soutien du patronat pour, espérait-il, restaurer la puissance capitaliste française au niveau européen et mondial. Il n'y a aucun risque à pronostiquer que l'échec l'attend sur ce point. Mais l'enjeu réel pour le prolétariat est bien entendu différent : Macron parviendra-t-il à défaire les luttes sociales en France?

En France, réaliser un programme thatchérien a forcément des conséquences d'ordre institutionnel et constitutionnel. Il s'agissait pour Macron de rétablir pleinement la V<sup>o</sup> République comme ce qu'elle aurait dû être et qu'elle était de moins en moins : **un État fort** centré sur la personne du président. La pratique du pouvoir, l'autoritarisme, le caractère débile de l'Assemblée nationale, les projets de réformes constitutionnelles, la justice aux ordres, la mise au pas des médias, la place croissante prise par la police, vont tous dans un sens «impérial» et ce n'est pas pour rien que Macron fut surnommé «Jupiter» durant les premiers mois.

Mais Macron a gagné **sur la base de l'effondrement des autres forces politiques**, plus que sur ses forces propres et avant tout sur la base de l'effondrement électoral – et pas seulement électoral - des partis issus du mouvement ouvrier, PS et PC, conséquence de toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle et, plus directement, du bilan catastrophique des années de présidence de François Hollande (PS).

La possibilité d'un dépassement de cette crise était en soi possible, mais les choix politiques de la «France insoumise» (FI) visant à la rupture explicite avec le mouvement ouvrier et au dépassement des «partis» (et aussi des syndicats), FI qui fut le résultat et finalement le facteur aggravant final de la décomposition de la vieille gauche, l'ont empêché. Macron a gagné au second tour face à Marine Le Pen dont le propre score va cependant très au-delà du score traditionnel du Front National. Celle-ci cherchait à matérialiser une sorte d'alternative de droite à Macron, qui ne pouvait gagner en 2017, mais qui mise sur son échec à terme, tout en espérant bien que Macron réussira à imposer le maximum de «réformes».

Il restait à Macron, et il lui reste encore, à se doter d'un ancrage solide dans le pays, à tous les niveaux de la société, de l'administration et de l'appareil d'État. Mais pendant une première période qui a paru très longue aux militants ouvriers, Macron a semblé réussir, pour les mêmes raisons qui avaient permis son élection.

Il a fait passer une «réforme» du droit du travail aggravant et redoublant les effets d'une première loi similaire (à laquelle il avait d'ailleurs participé), la loi El Khomri, sous Hollande : les journées d'action venant des syndicats dits «contestataires», en fait simplement réformistes (CGT, FO, FSU, Solidaires) n'ont pas mobilisé à une échelle de masse. Ensuite, la réforme de la SNCF et du statut des cheminots est passée, malgré une très forte mobilisation des cheminots, mais qui fut émietlée en une série incroyablement longue de grèves alternées, annoncées par avance par les fédérations syndicales CGT, SUD, CFDT et UNSA de ce secteur : une véritable organisation de la défaite. Dans

le même temps, une réforme extrêmement grave des conditions d'entrée dans l'enseignement supérieur, appelée «Parcoursup» fut mise en place malgré des grèves étudiantes dispersées, de manière apparemment assez facile. Cette succession de défaites occultait les peu médiatiques mouvements de fond qui se produisaient pourtant spontanément dans le secteur de la santé, chez les retraités et sous forme de grèves et de conflits locaux dans de nombreuses entreprises.

La marche triomphale de Jupiter-Macron s'est brisée durant les mois d'été de 2018. On peut dater le commencement de la crise, symboliquement, de sa confrontation avec un jeune lycéen qui l'avait un peu moqué en l'appelant «Manu» lors d'un déplacement officiel. Quelques semaines plus tard éclatait, grâce aux secteurs de la presse demeurés libres, l'«affaire Benalla» : un familier et garde du corps de Macron, Alexandre Benalla, se faisait passer pour un policier et allait tabasser des manifestants. Macron l'a d'abord pris de haut («*Qu'ils aillent me chercher*»), mais «l'affaire» s'est progressivement avérée énorme. Benalla était le chef d'une sorte de garde prétorienne et devait pour Macron jouer un rôle croissant, avec des hommes recrutés de manière personnelle, au sommet de l'appareil d'État. De plus, il est apparu qu'il est un homme d'affaires lié à des réseaux mafieux, y compris proches de Poutine, et aux interventions françaises en Afrique, notamment dans le Nord du Tchad. Cette affaire est donc tout le contraire d'un accident anecdotique : elle a révélé que pour se donner une base présidentielle, bonapartiste, qui lui soit propre, Macron était en train de recourir à des méthodes mafieuses, aggravées par, et aggravant, la faiblesse de sa base politique dans le pays.

Produisant la démission du ministre de l'Intérieur – sans lequel Macron n'aurait pas démarré sa campagne présidentielle en 2016 – elle a retourné «l'opinion» : Macron n'est plus appelé «Jupiter». Et bientôt, des centaines de milliers de prolétaires vont tenter de marcher sur l'Élysée en chantant «*On est là Manu, on vient de chercher*»! La crise au sommet a nourri une explosion d'en bas, que préparaient en fait les grèves locales «invisibles» depuis des mois et des mois. **La manière dont cette explosion s'est produite a contourné tout le mouvement ouvrier traditionnel** : de larges masses se sont saisies d'appels lancés sur les réseaux sociaux à se rassembler sur les ronds-points en mettant des gilets jaunes (costume de travail et de sécurité) pour protester contre la hausse des prix des carburants et des taxes qui vont avec.

Le fait que des éléments complotistes, des préjugés divers, et des tentatives de récupération par l'extrême-droite, ainsi que la présence bien plus fréquente de drapeaux tricolores que de drapeaux rouges, et les inquiétudes suscitées par tout cela parmi les militants de gauche, ont servi de prétexte à plusieurs dirigeants politiques et syndicaux, à commencer par Philippe Martinez de la CGT, à tenter d'isoler ce mouvement en le traitant de fasciste.

Ils ne sont arrivés ni à l'isoler ni à le livrer à l'influence de l'extrême-droite, malgré le fait certain que beaucoup de «gilets jaunes» étaient des électeurs de Marine Le Pen, prolétaires jusque là non organisés et petits-bourgeois paupérisés : le contenu social du mouvement, pour augmenter les revenus des plus modestes, et son contenu politique, contre Macron et pour la démocratie, était contradictoire à l'extrême-droite, et plus le temps a passé, plus cela s'est affirmé, jusqu'à des alliances entre gilets jaunes, syndicalistes, féministes, migrants sans-papiers. Et la figure du «gilet jaune», devenue une donnée permanente de la situation, est plus souvent une figure féminine que masculine, car les femmes salariées ou au chômage sont une composante importante, déterminante, de ce mouvement. On a pu voir que s'ils sont hostiles aux organisations politiques (à toutes), les «gilets jaunes», souvent, ne sont pas contre un soutien syndical, bien au contraire. Cependant, les efforts des dirigeants politiques et syndicaux pour isoler les gilets jaunes ont eu des effets, empêchant les couches les plus organisées de se joindre massivement à eux.

Le moment clef fut initial : le 17 novembre 2018, des centaines et des centaines de milliers de gens (beaucoup plus qu'il ne fut alors annoncé) se rassemblent sur les ronds-points et, spontanément, des dizaines de milliers d'entre eux décident ... de s'y installer, en permanence dans le cas de beaucoup de chômeurs, de retraités, des femmes jusque-là «au foyer», et en se relayant pour les autres. Les

samedis qui suivent, le mouvement s'amplifie et subit une répression violente qui surprend ces millions de prolétaires souvent pour la première fois entrés en action : et alors, oh surprise, ils ripostent. On verra des charges de police être repoussées par des charges de femmes et d'hommes souvent loin d'être jeunes, indignés et découvrant la quintessence de l'État.

Le 8 décembre, l'Élysée a échappé de peu à la prise d'assaut par une foule qui venait, pour la première fois de sa vie, de découvrir les quartiers chics de Paris. Quelques jours plus tard, Macron reconnu par la foule dans une petite ville (Le Puy-en-Velay) devait prendre la fuite.

Spontanément, ce mouvement s'est dirigé vers le sommet du pouvoir et a tenté de l'affronter, de le renverser. Pendant que divers courants et de larges sphères militantes brassaient le thème du «manque de perspectives», des prolétaires sans formation politique tentaient de créer une perspective, directement, en «allant chercher Manu».

Certes, les appareils politiques et syndicaux, qui avaient alors la possibilité entière de pousser au renversement du président et du régime et de provoquer des élections législatives anticipées qui auraient pris un caractère constituant, l'ont en fait sauvé en évitant toute action pouvant aller dans ce sens. C'est pourquoi nous caractérisons les événements de novembre-décembre 2018 et leurs répliques de début 2019 de «crise pré-révolutionnaire» - voir à ce sujet les débats sur le site Aplutsoc.

Macron et le pouvoir exécutif français ont été très affaiblis, mais ils sont saufs et ils ont très fortement «dérivés» dans le sens de la rupture avec l'état de droit, c'est-à-dire avec le respect des lois (fussent-elles contestables) par l'appareil d'État. Violences policières, et pas seulement envers les gilets jaunes mais en toutes circonstances, même festives, absence d'indépendance de la justice, menaces contre les droits et statuts des fonctionnaires et attaques contre la presse sont aussi courantes en France que dans les régimes «illibéraux» hongrois ou polonais : le libéralisme de Macron prétendait sauver la démocratie, il la menace maintenant, de plus en plus ouvertement.

Aucun problème politique n'étant réglé dans les partis et courants issus du mouvement ouvrier, les élections dites européennes de mai dernier ont joué le rôle qu'elles pouvaient jouer en semblant remettre partiellement Macron en selle et en soulignant le fait qu'électoralement, il n'a qu'une rivale, Marine Le Pen, même si l'une et l'autre ont en fait **peu de soutiens réels à la base**, les abstentions étant prédominantes. En fait, les résultats des élections européennes ont ceci de frappant que, mis à part la régression prévisible de la FI qui n'a pas bénéficié des gilets jaunes bien que généralement ses membres y participent, ils sont similaires à ce qu'ils auraient été s'il ne s'était rien passé!

Malgré les grèves dans le secteur de la Santé et la montée des tensions dans l'Éducation nationale, Macron était, selon médias et commentateurs dominants, sorti d'affaire. C'était une façon «auto-prédictive» de dire leur souhait, car le patronat compte sur lui pour reprendre ses «réformes», avec les attaques contre les services publics et le statut des fonctionnaires, votées au parlement pendant l'été, et le projet d'une réforme des retraites soi-disant «universelle», devant en fait détruire tout droit collectif par un système de points de retraite individuels dont le gouvernement fixera chaque année la valeur. Il faut également comprendre la signification politique de cette «réformite» incessante : si le pouvoir exécutif «n'agit» pas, il se paralyse. Il n'a d'autre perspective que de contre-attaquer, d'où sa dérive violente.

L'horizon est donc fait d'affrontements sociaux, et les mener et les réussir constituera pour Macron la nouvelle épreuve de vérité. Or, contrairement à ce qui a pu être une impression dominante au moins depuis les élections européennes, il n'est pas remis de la double crise, crise au sommet initiée avec l'affaire Benalla, et crise par en bas avec les coups que lui a porté la crise pré-révolutionnaire de fin 2018. Un fait l'a soudain manifesté, exhibé : l'obligation faite au n° 2 du gouvernement, M.

De Rugy, ministre de la «transition énergétique» (et typique politicien «écologiste» disposé à manger à toutes les gamelles) de démissionner, par des enquêtes sur ses dépenses luxueuses sur fonds publics menées par le journal en ligne *Mediapart*. Macron ne voulait pas de cette démission. Elle a immédiatement stoppé l'opération de «remontée des opinions favorables» dans les sondages : pour l'instant, Macron est toujours ce Manu qu'il va bien falloir aller chercher, Jupiter n'est pas rétabli.

Les nouveaux affrontements centraux qui s'annoncent intégreront des leçons politiques des huit derniers mois, mais les problèmes politiques à gauche et dans le mouvement ouvrier qui ont jusqu'à présent fait le jeu de Macron ne vont pas disparaître par enchantement : ils vont se reposer à un degré supérieur.

S'il en était besoin, deux faits le signalent.

Le congrès de ce qui reste la principale organisation ouvrière dans ce pays, tenu mi-mai, la CGT, a vu toutes les questions posées dans telles et telles interventions des délégués, mais il n'a strictement servi à rien pour préparer l'unité contre les lois visant la fonction publique et les retraites, ce qui aurait pourtant dû être dans cette situation la fonction première d'un grand congrès syndical.

Second fait : aucune force «de gauche» ni la FI ne sont pour quoi que ce soit dans la démission contrainte du ministre n°2 du gouvernement, et toutes se sont plus ou moins montrées agacées par *Mediapart* et son journalisme d'investigation. De même, elles n'organisent aucune manifestation, ni ne prennent aucune initiative contre la répression, pour que démissionne au moins M. Castaner, ministre de l'Intérieur, alors que dans tout le pays jeunes et moins jeunes demandent «*Où est Steve ?*»- ce jeune homme dont on a compris en fait que des charges policières l'ont conduit à la noyade le soir d'une fête ...

Les uns et les autres «combattent Macron» dans la perspective des présidentielles de 2022 **et font donc en sortent de le maintenir en place**. Les affrontements sociaux annoncés auront lieu, eux, avant 2022 et, comme c'est déjà le cas, ce seront des affrontements tout autant politiques. D'où l'importance d'impulser débat et organisation politiques, pour gagner.

VP, 26-07-2019.